

La division de l'Occident

Depuis le 11 septembre 2001, l'Europe et les États-Unis mesurent (mieux encore qu'avant) l'ampleur de leurs divergences sur la gouvernance mondiale en général et sur la politique moyen-orientale en particulier. La victoire de gauche aux élections allemandes de ce 20 septembre 2002 a encore durci l'opposition d'un « pacifisme » allemand face au « bellicisme » américain. Cette différence trouve une source très profonde dans l'expérience historique et morale des deux côtés de l'Atlantique après 1945. À partir de cette évolution séparée, Européens et Américains perçoivent la menace terroriste, la question de la démocratisation du monde arabe et le dossier israélo-palestinien dans des cadres radicalement différents. Pourquoi articuler une approche commune et « occidentale » si on n'est d'accord ni sur le plan moral ni sur le plan stratégique? Autopsie d'un différend qui pourrait structurer, demain, l'avenir du monde dit « occidental ».

PAR JEAN DE MUNCK

Alors que le processus de mondialisation ne cesse de prendre de l'ampleur, un trouble a pénétré les esprits les plus acquis à sa cause, une fissure lézarde le grand projet d'unification planétaire ouvert par la disparition de l'alternative com-

muniste. Contrairement aux apparences, le clivage ne réside pas, constate Fukuyama¹ (le théoricien de la « fin de l'histoire² »), dans le réveil de l'islam qui, pour des raisons évidentes, « ne constitue pas véritablement une alternative réa-

¹ Fukuyama Francis, « Craquements dans le monde occidental », *Le Monde*, 16 août 2002.

² Francis Fukuyama s'est rendu célèbre après la chute du mur de Berlin par son livre inspiré de Hegel (relu par Kojève) : Fukuyama Francis (1992), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 452 p.

liste pour les sociétés dans le monde tel qu'il est ». L'islamisme n'est pas une forme alternative de modernisation, mais une pure (et, au fond, classique) réaction traditionnelle à celle-ci. Même s'il pose des défis meurtriers à court terme, il ne constitue pas une authentique option historique. Ne provenant donc pas du conflit Nord-Sud, le vrai clivage de la mondialisation est en train de se produire à l'Ouest, entre les deux rives de l'Atlantique. La « question importante » qui émerge de ce désaccord est, continue Fukuyama, « celle de savoir si "l'Occident" est vraiment un concept cohérent ». On commence en effet à s'apercevoir que le sens même de la mondialisation est en cause dans le divorce, de plus en plus prononcé, entre l'Europe et l'Amérique. Dans un article intelligent³, Robert Kagan a posé la question au bon niveau d'interprétation. Il ressort de son analyse qu'il ne s'agit pas seulement, entre Européens et Américains, d'un débat purement stratégique ou tactique. Une telle approche supposerait que la divergence ne porterait que sur les moyens de l'action, le diagnostic et les finalités étant supposés communs. Or, justement, ce n'est pas le cas. Il ne s'agit pas non plus d'un conflit d'intérêts. L'explication par les intérêts suppose que ceux-ci sont objectifs, clairs, univoques. Mais personne ne sait quels sont vraiment les intérêts des partenaires

atlantiques. Les embarras commencent dès qu'on tente d'en dresser la liste. Pour saisir le sens du débat, il faut se détacher du cadre de la raison instrumentale propre à une politologie réduite à l'analyse des rapports de force (l'essentiel de la discipline) pour poser des questions morales et historiques.

L'EUROPE DES DROITS DE L'HOMME ET DU MULTILATÉRALISME

Sur quoi porte le désaccord atlantique? Les décisions immédiates — la guerre contre l'Irak, la Palestine, Al-Qaida — mettent bien sûr au premier plan l'enjeu arabe et musulman. Il s'agit de questions stratégiques, dont la sécurité est l'enjeu le plus apparent. Mais personne ne s'y trompe: au-delà de la « guerre au terrorisme », le clivage porte sur la régulation du processus de globalisation et les fondements de l'ordre mondial nouveau. En l'état actuel des choses, le débat tourne autour de deux contentieux majeurs. L'un concerne le cadre de légitimité de l'ordre international, l'autre les modalités de sa gouvernance.

Le premier débat porte sur le droit. Droit de la guerre, droit international, droits de l'homme ne cessent d'alimenter la polémique. Les Américains refusent tout progrès dans la construction d'un ordre juridique international contraignant. En refu-

³ Kagan Robert, « Power and Weakness », *Policy Review*, juin-juillet 2002, n° 113, disponible sur le web : <www.policyreview.org/jun02>. Cet article a été traduit en français et partiellement publié dans *Le Monde*, 27 et 28-29 juillet 2002. Pour alimenter ce débat, on peut aussi se rapporter aux thèses très discutables de Robert Cooper, « The New Liberal Imperialism », *The Observer*, 7 avril 2002, disponible à l'adresse suivante : <<http://www.observer.co.uk/Print/>>.

sant de signer la convention de Rio sur la biodiversité, en rejetant le traité antimissiles ABM, en exigeant un traitement de faveur face au Tribunal pénal international en gestation, l'Administration Bush fait clairement savoir que l'ordre supranational, c'est pour les autres. Même quand les textes existent, elle se réserve de les appliquer de manière sélective, comme à Guantanamo ou en Afghanistan (où la guerre n'a été menée que très partiellement selon les règles). Les Européens, en revanche, ne pensent qu'au droit. Et ils donnent l'exemple: l'Europe unie n'est-elle pas le paradis du principe et du règlement? N'a-t-elle pas placé les droits fondamentaux au cœur de sa construction institutionnelle? N'accepte-t-elle pas, dans sa vie la plus quotidienne, une limitation forte de la souveraineté nationale par un ordre transnational concerté qui la dépasse?

Le second point de désaccord se ramène à un concept que ne cessent de répéter les commentateurs professionnels de la politique internationale: l'unilatéralisme. Il s'agit de la stratégie complémentaire au déni du droit international. Malgré quelques ouvertures tactiques destinées à adoucir les choses, le président américain tient la promesse faite pendant sa campagne électorale: première puissance mondiale, l'Amérique fera cavalier seul sur les questions importantes. À ses yeux, l'O.N.U. n'est qu'un mauvais théâtre dont il faut bien jouer le jeu, mais dont il convient de mépriser le public. En se retirant du protocole de Kyoto sur le réchauffement de la planète, en décidant seuls d'un soutien à l'extrême droite israélienne dans la crise palestinienne, en pré-

tendant décider, seuls encore, d'une frappe éventuelle contre l'Irak, les Américains ne cherchent même plus à donner l'apparence de la concertation. Ils construisent, à la carte, des coalitions internationales fondées sur la peur et sur l'argent.

De gauche ou de droite, les Européens désapprouvent globalement cette attitude, avec les habituelles nuances qui font tout le charme de la diplomatie du Vieux Continent. La France ne fait aucun mystère de sa réprobation du « simplisme » américain et l'Allemagne a dit ses craintes quant à l'« aventurisme » des va-t'en-guerre de Washington. Signe d'énervement: en pleine campagne électorale allemande, l'ambassadeur des États-Unis à Bonn s'est permis de convoquer publiquement le chancelier allemand pour lui dire sa désapprobation des propos outrageants qu'il a tenus sur l'« aventure irakienne ». La Grèce, les pays scandinaves, le Benelux, l'Espagne sont à des degrés divers proches de la position franco-allemande, avec certainement, dans le peloton de tête, la Belgique qui a placé le respect des droits de l'homme et l'exigence du dialogue à l'avant-plan de sa diplomatie.

Dans ce concert européen, l'Angleterre et l'Italie sont relativement isolées, pour des raisons très différentes: l'Angleterre parce que son appareil militaire reste, depuis la Seconde Guerre mondiale, totalement lié à Washington de sorte que les questions de sécurité nationale sont toujours articulées prioritairement en termes atlantiques; l'Italie, parce qu'elle est gouvernée par des partis de droite et d'extrême droite prompts à épouser des thèses des faucons américains. Dans les deux pays, cependant, des indices conver-

gents laissent penser que l'opinion publique est plus proche des autres Européens que des Américains, comme si un décalage se produisait, sur ces questions, entre les calculs des appareils gouvernementaux et militaires, d'une part, et la conscience collective des contenus moraux inhérents à l'identité européenne, de l'autre.

LES DEUX GUERRES FROIDES

Cette divergence euro-américaine très fondamentale trouve son explication dans les expériences historiques différentes qui ont caractérisé les sociétés occidentales après la chute du fascisme en 1945. Pendant près d'un demi-siècle, chacune d'entre elles a fait l'expérience d'une nouvelle manière de gérer les rapports avec les nations étrangères et de donner un sens à son projet démocratique. Il n'est pas abusif d'y voir, rétrospectivement, un moment de profonde reformulation du projet démocratique.

De 1945 à 1989, inaugurant une ère nouvelle de leur histoire, les États-Unis ont mené des luttes militaires et politiques sur tous les continents. De la Corée à Cuba, de l'Europe au Vietnam et à l'Afghanistan, le déploiement militaire américain était sans limites. Tous les moyens étaient bons et tous les régimes acceptables pourvu qu'ils fussent anticommunistes. L'expérience morale de cette période fut, pour les États-Unis, celle d'une lutte machiavélique qui passait par un extraordinaire effort de renseignements, des déstabilisations de régimes, des guerres sans merci et de multiples alliances avec le diable. Comme le rappelle Robert Kagan,

les États-Unis furent, jusqu'en 1917 au moins, une nation plutôt pacifique, encourageant la coopération internationale, soucieuse de mettre un frein au militarisme et au nationalisme suicidaires des nations européennes. À partir de 1945, ils ont échangé ce rôle avec l'Europe, concentrant leurs efforts sur leur métamorphose en hyper-puissance militaire.

De ce combat, la démocratisation du monde n'était pas l'objectif prioritaire, même si ce thème était évidemment une pièce importante de son système de justification. Si le *Rule of Law* régnait à l'intérieur des États-Unis, il ne s'agissait, à l'extérieur, que de la lutte à mort contre l'ennemi. C'est pourquoi les États-Unis soutenaient sans réserve les régimes les plus abominables en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, au nom du « monde libre ». Quant à l'État de droit, pensait-on à Washington, il viendra bien tout seul, avec le marché, dès que l'ennemi sera détruit, dès que le communisme sera ruiné.

L'expérience morale et politique européenne fut bien différente de l'expérience américaine. La démocratisation fut placée à l'avant-plan, la défense au second rang. Meurtri par la plus terrible guerre qu'il ait dû supporter, le Vieux Continent acquit enfin la conviction que la cause du mal qui l'avait, pendant dix ans, ravagé n'était pas, comme pour les États-Unis, à l'extérieur de lui-même mais à l'intérieur, dans son propre rapport à la modernité, à la nation, à la politique, à la guerre. La démocratisation de l'Europe prit donc la forme d'une autocritique plutôt que d'une lutte contre l'ennemi. La majorité des forces politiques en présence comprirent, avec beaucoup

de sagesse, que la guerre des nations n'avait été, dans les années trente-quarante, que le masque d'une guerre civile européenne. Une guerre ignoble, finalement victorieuse, entre totalitarisme et démocratie, entre racisme et démocratie, entre expansionnisme militaire et démocratie. La défaite de Berlin n'était pas une victoire sur l'Allemagne; elle était la chute du fascisme. C'est bien *cette* interprétation qui conduira au stupéfiant « Nous avons été libérés en 1945 » proclamé, en 1985, par le président allemand von Weizsäcker dans un célèbre discours⁴.

Ainsi, pendant que les Américains faisaient la guerre *abroad*, en moins de deux générations, l'Europe a réussi à se débarrasser sans (trop) de violence des trois plus grands obstacles à son existence démocratique: le colonialisme, le communisme et le nationalisme. À l'extérieur d'elle, l'Europe d'après-guerre a mis un terme définitif à son histoire coloniale. Il a bien fallu quelques guerres coloniales, une lamentable expédition à Suez, des émeutes sanglantes, une ferme pression des États-Unis pour que les rêves impériaux des Européens soient définitivement défaits. Mais il reste remarquable que, en moins de vingt-cinq années, la page était tournée.

Recentrée sur son propre espace, l'élite christo-sociale-démocrate européenne d'après-guerre se consacra à l'expansion de l'État social. Réponse pacifique et réformiste à la question sociale qui avait déstabilisé les démocraties européennes, les institutions de négociation collecti-

ve et de sécurité sociale permirent à l'Europe de faire reculer la menace communiste. Enfin, l'Europe ne se contenta pas de construire un État social exceptionnellement développé. Disciple inattendue du libéralisme écossais du XVIII^e siècle, elle soumit aussi le continent au « doux commerce » qui pacifie les mœurs et décourage les passions violentes. Promue dans les premiers pactes de libre-échange d'après-guerre, une culture de la négociation se substituait peu à peu, en Europe, à la confrontation permanente des nations. À coups de politiques communes, de chartes des droits de l'homme, de droit communautaire et de déclaration symboliques d'amitié, une étonnante culture postnationale voyait le jour sur le continent qui, pourtant, inventa l'État-nation et en porta le concept à incandescence. Dans ce climat de coopération pacifique et prospère, la démocratisation devint une nécessité impérieuse qui eut raison des plus anciennes résistances: le sud de l'Europe d'abord, l'est ensuite, furent comme emportés par une douce exigence de liberté qui, presque sans une goutte de sang, fit tomber les régimes les plus fermés.

Quand enfin le rideau tomba sur la guerre froide, quand l'Europe de l'Ouest et l'Amérique se congratulèrent devant les ruines du mur de Berlin, ils purent, un moment d'ivresse, oublier combien le combat commun avait, des deux côtés de l'Atlantique, alimenté des sensibilités morales différentes, généré des visions du monde antagonistes. Comme en 1945, cette victoire était

⁴ Le 8 mai 1985, dans un retentissant discours prononcé au Bundestag dans le cadre de la commémoration de 1945, le président allemand von Weizsäcker a officialisé cette version de l'histoire allemande.

celle de l'Occident, du monde libre, de la démocratie. Mais très vite, le réel de la division occidentale fit son retour sur la scène mondiale. Il s'impose aujourd'hui dans le débat qui se trame autour des orientations politiques de l'Administration Bush. J'aimerais isoler ici trois problématiques-clefs où on peut toucher du doigt l'importance de cette controverse pour l'avenir de l'ordre mondial, et en particulier pour l'avenir des relations avec le monde musulman: la perception de la menace terroriste et les moyens d'y répondre; la question de la démocratisation du monde arabe et musulman; la perception du conflit israélo-palestinien. Sur ces trois enjeux, se dessinent des options alternatives qui méritent d'être développées.

LA CONSTRUCTION DE LA GRANDE MENACE TERRORISTE

On ne saurait sous-estimer l'importance de la dépendance de sentier qui, aujourd'hui, relie la perception du terrorisme islamiste à l'expérience de la guerre froide. Dans les beaux yeux contemplatifs d'Oussama Ben Laden, les Américains traumatisés par le 11 septembre n'ont pas vu une énigme ou une question nouvelle. Ils ont *reconnu* le visage *familier* d'une force politique violemment hostile et capable des pires exactions. Le gouvernement américain produit désormais des images du terrorisme international qui ressemblent, à s'y méprendre, aux images du communisme international qu'il a produites pendant près de quarante années. Tout converge pour associer les deux images: même séduction idéologique sur les masses paupérisées du Sud; même prolifération

internationale de petits groupes, tournés vers le renversement du pouvoir d'État et le harcèlement des États-Unis; même structure politique biface, composée d'une aile militaire et d'une aile politique et sociale; même organisation secrète de ce réseau à partir de pays « félons », « rogues » et « voyous » qui le financent, l'activent et le dirigent au profit d'un supposé expansionnisme politique sans limites. L'« Empire du mal » reaganien a été ainsi recyclé, sans difficulté, en « axe du mal » bushien (dont la composition illustre bien sa fonction de « passerelle » idéologique entre deux époques puisqu'il inclut l'Iran, l'Irak et... la Corée du Nord!).

Cependant, malgré tous les efforts faits par l'Administration Bush pour donner du crédit à l'idée d'une Grande Menace, il est bien difficile de saisir l'unité que voudraient établir les Américains entre les multiples problèmes que désormais, ils rassemblent sous ce terme. Il est bien sûr impossible de donner une définition opérationnelle unique du « terrorisme », qualificatif ambigu dont l'usage n'est que politique. Mais, surtout, aucune unité causale n'est décelable dans les situations menaçantes que l'Occident rencontre au Moyen-Orient.

Les quatre principales d'entre elles sont le réseau Al-Qaida, les attaques suicide en Israël, le Hezbollah au Liban et Saddam Hussein en Irak. Prenons-les une par une. Al-Qaida est un groupe terroriste antioccidental, religieux fanatique et peu soutenu dans le monde arabe, né dans les quinze dernières années. Sa cause est foncièrement injuste et ses moyens sont détestables. Il est aussi dangereux pour les régimes arabes que pour les États-Unis, et

pour le combattre, une opération de police internationale ne doit pas rencontrer (trop) d'obstacles. En revanche, les attaques palestiniennes participent d'une lutte de libération nationale de plus de septante années (au moins), dont le prototype a été fourni par les mouvements de décolonisation et dont la cause, déjà reconnue par le droit international, n'est pas douteuse. Même si certains moyens extrêmes sont contestables, il est difficile de ne point reconnaître la légitimité d'un combat armé contre une occupation cruelle et humiliante. Le Hezbollah libanais participe, quant à lui, d'une problématique complexe où se jouent les rapports entre le Liban, la Syrie, Israël et l'Iran. Enfin, il n'y a pas de lien, à ce jour, établi entre Al-Qaida et Saddam Hussein. Le maître de Bagdad est un dictateur qui a des ambitions régionales. Pour traiter le problème irakien, il faudrait reprendre à nouveaux frais la question du pétrole du Golfe, la distinguer de celle des armes de destruction massive et surtout se pencher sur l'avenir d'un pays problématique, où se posent avec insistance la question kurde (impliquant au moins trois autres pays) et la question chiite. Il se peut qu'il y ait quelques liens factuels, assez lâches et d'ordres très divers, entre ces différents problèmes: Al-Qaida se justifie par la Palestine, le Hezbollah héberge des combattants d'Al-Qaida, Saddam Hussein menace Israël, etc. Mais on compte autant de déconnexions factuelles que de connexions: l'Iran, soutien du Hezbollah, est l'ennemi de Saddam Hussein, l'Autorité palestinienne a de bonnes raisons de se tenir à l'écart de l'islamisme, la Syrie est hostile à Arafat, etc. Et, en aucun cas, les questions normatives

que posent ces différents problèmes ne sont liées entre elles.

Cette simple énumération fait apercevoir qu'il n'est ni réaliste ni juste, de faire l'amalgame de tous les problèmes arabes et musulmans dans le grand combat antiterroriste. Vouloir faire fonctionner la lutte antiterroriste comme un analyseur du monde arabe, séparant l'acceptable du non-acceptable, relève du forçage pur et simple. Le premier débat entre les États-Unis et l'Europe porte précisément sur cette question. Faut-il unifier artificiellement les problèmes de la gouvernance mondiale ou, au contraire, les traiter au cas par cas, en se réjouissant de la diversité du monde et de la singularité des situations? La complexité politique et institutionnelle du monde postcolonial doit-elle être réduite ou au contraire exploitée pour progressivement apaiser les conflits? Les États-Unis veulent construire une *seule* action en plusieurs « phases » pour traiter, sous l'angle univoque de la sécurité, successivement *tous* les problèmes du Moyen-Orient (sur le mode mâle de l'esprit systématique qui ne recule pas devant la tâche: « Les Afghans d'abord, Arafat ensuite, et puis Saddam Hussein, après ce sera le tour de la Syrie... »). Les Européens pensent qu'un tel programme n'aura qu'un seul effet: produire lui-même le monstre qu'il prétend combattre et qui, à ce stade, n'existe pas. Au contraire, la dispersion moyen-orientale est aujourd'hui une chance à saisir et un espace politique à habiter.

C'est que, malgré la compassion sincère éprouvée pour les États-Unis, l'Europe est fort loin de la dramatisation qui a enflammé le Nouveau Monde depuis le 11 septembre. Al-

Qaida n'est à ses yeux qu'une exception qui a (provisoirement) réussi un « coup », et non la pointe émergente d'un arsenal international terrifiant. En aucun cas, le terrorisme ne doit être confondu avec l'islamisme, pas plus qu'hier il ne fallait confondre le stalinisme avec le communisme. L'islamisme, réalité culturelle et politique complexe, est une bête qu'on apprivoise et non le monstre tout droit issu d'un cartoon américain que les grands enfants du Pentagone simulent sur leurs ordinateurs. Son existence doit être comprise d'une part dans le cadre de la globalisation postcoloniale, et d'autre part comme un symptôme nouveau des contradictions internes du monde arabe. L'Europe pense qu'une politique d'échanges, de soutiens sélectifs et d'ouverture économique serait bien plus fructueuse pour affronter ces problèmes-là, qu'une confrontation brutale. On en arrive ainsi au deuxième problème-clé: la démocratisation du monde arabe.

DÉMOCRATISER LE MONDE ARABE ?

Plus s'affirme le projet, porté par les faucons Cheney et Rumsfeld, d'une guerre à grande échelle qui bouleverse la totalité du rapport de force présent du Golfe à la Méditerranée, moins le discours centré sur le terrorisme apparaît crédible. C'est pourquoi la rhétorique guerrière prend progressivement appui sur une autre thématique, susceptible de faire taire les Européens et de permettre une intervention tous

azimuts: la démocratisation du monde arabe.

Le positionnement à l'égard de l'Autorité palestinienne est, depuis la dénonciation d'Arafat par Bush, le terrain d'essai de cette stratégie. Après que Bush eut donné son feu vert à la destruction de l'Autorité palestinienne, il fallait bien imaginer une stratégie pour ne point donner l'impression de préférer le Hamas à Arafat. Accusé de corruption et d'autocratie, le pouvoir palestinien — pourtant, toutes choses étant égales, un des plus démocratiques de la région — fut donc sommé de se « réformer » avec les bons conseils des États-Unis et d'Israël, et avec le soutien logistique de ces parangons de démocratie que sont l'Égypte et la Jordanie. On exige donc des Palestiniens des élections dont le résultat soit démocratique — c'est-à-dire des élections qui n'aboutissent point à un vote massif en faveur d'Arafat, du Jihad ou du Hamas, bref des élections qui... disqualifient toutes les forces organisées de Palestine. On exige un gouvernement sans Arafat, avec des ministres responsables devant un parlement. On veut un budget transparent, c'est-à-dire ouvert au contrôle israélien. Moyennant quoi, un retrait israélien, l'arrêt des bombardements, la levée des checkpoints pourraient être envisagés.

Cette démocratisation de la Palestine sous « pression physique modérée⁵ » n'est évidemment qu'un banc d'essai. Un éventail d'autres stratégies est progressivement ouvert par l'Administration Bush, qui vont du

⁵ La « pression physique modérée » est l'expression légale inventée par le législateur israélien pour désigner l'usage de la torture dans ses prisons.

renversement pur et simple des régimes à la « douce » incitation financière. Le département d'État vient de débloquer 25 millions de dollars pour un budget spécial, intitulé « democracy programming », destiné à soutenir la « démocratie » dans le monde arabe. Avec cet argent, des stages de formation de journalistes, de publicistes, et même de syndicalistes seront organisés par les Américains. Nous ne savons pas encore à quoi va ressembler un syndicaliste arabe formé par l'Administration Bush, mais tous les démocrates du monde attendent avec impatience la remise des diplômes aux premiers lauréats. Quant à l'incitation financière, l'Égypte vient d'en faire l'expérience: l'Administration Bush vient de suspendre l'octroi des fonds spéciaux qu'elle avait obtenus après les accords d'Oslo au prétexte de l'emprisonnement d'un activiste démocrate égyptien, le professeur Saad al-Din Ibrahim. Outre l'Égypte, l'Arabie saoudite, la Jordanie, la Syrie, tous les émirats sont potentiellement des publics-cibles du « new democracy package » que les États-Unis veulent faire adopter au Moyen-Orient.

En un mot, les États-Unis continuent de penser que la démocratie s'impose par les armes, la finance et la peur. Jadis, les prêtres espagnols ont converti les masses indiennes par le glaive et par l'argent. Pas plus que ces missionnaires de sinistre mémoire, les nouveaux apôtres de la démocratie en monde arabe n'aperçoivent la contradiction interne de toute forme de conversion *forcée* à leur message. Il est tout simplement

absurde de contraindre à la liberté. En outre, ils devraient savoir que rien ne fait plus obstacle à la démocratie dans le monde arabe que la négation du souci de l'identité culturelle, devenu un élément central de son drame collectif. Ils devraient enfin comprendre que la démocratie n'est pas seulement une affaire de pouvoir, mais aussi de culture. Une culture démocratique supposerait, dans le Moyen-Orient, un changement de valeurs, de normes et de comportements qui ne peut être généré stratégiquement, mais seulement coopérativement, à travers la communication culturelle et l'échange économique.

L'EXEMPLE DE L'OSTPOLITIK

Les Européens, quant à eux, comprennent parfaitement l'absurdité du comportement américain. Ils savent bien que l'action américaine ne peut engager qu'une crispation identitaire qui va, pour le coup, déboucher sur un discours de « guerre de civilisations ». En tout cas, ils craignent le processus interprétatif qui va faire de la guerre contre l'Irak une guerre contre la *société* arabe et contre la *culture* musulmane⁶. C'est l'avenir des relations avec le monde arabe tout entier qui s'en trouvera hypothéqué pendant de très longues années.

Dans ce cas encore, la sensibilité européenne aux impasses américaines n'est pas sans précédent historique. Après tout, la question de la démocratisation des régimes hostiles aux libertés est une probléma-

⁶ Cfr. Zvi Barel, « There's a more important war now - against the ruler of the planet », *Haaretz*, 28 aout 2002.

tique que les Européens connaissent mieux que les Américains. C'est d'ailleurs sur ce point que s'est effectuée la première prise de distance importante entre les deux continents. Il faut se souvenir qu'à l'égard des pays de l'Est, l'Ostpolitik inaugurée dès les années soixante par la France et l'Allemagne, renforcée dans les années septante, ouvrait d'autres perspectives que celles de la guerre totale. En Europe, les émissions médiatiques de l'Ouest captées à l'Est, la connexion entre Églises des deux camps, les rencontres familiales et les ouvertures diplomatiques firent bien plus pour transformer les esprits orientaux que les menaces de Washington. On n'aurait pu imaginer l'insurrection de la société civile à Leipzig, avant la chute du Mur, sans le long travail de rapprochement national qu'en dépit du glacis américano-soviétique, les deux Allemagnes ont réussi à mener l'une vis-à-vis de l'autre⁷.

Et on ne saurait non plus oublier qu'à l'intérieur même des pays de l'Ouest, la bombe communiste a été politiquement et idéologiquement désamorcée d'une manière spectaculairement pacifique. Dès l'après-guerre, le socialisme démocratique a proposé non la pure et simple disqualification de la préoccupation des communistes, mais une synthèse qui s'avéra gagnante. Dans les systèmes politiques de l'Ouest, la confrontation idéologique s'est progressivement adoucie au point de s'éteindre comme confrontation. Au cours des années septante et quatre-vingt, la participation des communistes aux gouvernements de l'Eu-

rope du Sud était devenue, au grand dam des Américains, une chose acceptable et acceptée sans qu'il en résultât le moindre danger pour l'ordre démocratique. Il y eut donc comme une manière européenne de dissoudre le communisme dans la démocratie qui contraste violemment avec la stratégie américaine.

Et la question se pose : qui a donc gagné la guerre froide ? L'Amérique ou l'Europe ? L'armée ou la société civile ? La guerre ou la coopération ? L'Amérique a légitimement le sentiment d'être victorieuse au plan de la confrontation militaire. Sans le parapluie militaire américain, rien n'aurait été possible en Europe de l'Ouest. Les efforts n'y auraient pas pu être tournés vers la société civile, et la nécessité militaire aurait, une fois de plus, eu probablement raison de la démocratie. Cependant, on ne peut sous-estimer le fait qu'aucune bataille militaire décisive n'a directement précédé la chute du Mur. Les forces de l'Otan n'ont jamais bombardé Moscou, ni Varsovie, ni Berlin-Est. Le régime communiste ne s'est pas écroulé sur un champ de bataille. En Pologne, en Hongrie, en Tchéquie, en Allemagne de l'Est, le doute des élites et la révolte des peuples doivent plus à l'attraction européenne qu'aux missiles américains.

Bien sûr, l'Ostpolitik n'est pas intégralement transposable dans les pays arabes. Avec eux, nous n'avons évidemment pas les mêmes liens (culturels, nationaux, familiaux) qu'avec le centre de l'Europe. Le rappel de cette expérience historique a cependant une vertu heuristique : elle nous ouvre au constat

⁷ Sur cette histoire, on ne saurait trop conseiller Le Gloannec, A.-M. (1989), *La nation orpheline : les Allemagnes en Europe*, Paris, Calmann-Lévy (« La liberté de l'esprit »).

d'une autre *effectivité* que le rapport de forces. Car on présente trop souvent le débat de l'Europe et de l'Amérique comme celui, bien connu, de la morale (impuissante) et du réel (immoral), de l'idéalité et de l'effectivité. Ce que donne à penser l'Ostpolitik, c'est, entre la norme et le réel social, une autre médiation que la violence : la *puissance efficace* des contacts culturels et des échanges civils.

Il n'est à mes yeux pas douteux qu'une frange importante de l'élite des pays arabes serait, aujourd'hui, réceptive à une telle politique (notamment, mais pas uniquement, au Liban, en Égypte et dans le Maghreb, en Palestine, en Jordanie...). Culturellement modernisée, elle est prête à jouer le jeu du commerce et d'une certaine circulation culturelle. Mais sa position dans la société arabe et musulmane est relativement précaire aujourd'hui, pour de multiples raisons. Une politique fortement agressive de l'Occident ne fait que déforcer sa position à l'égard d'autres franges de l'élite, soit modernes-autoritaires (par exemple, dans la ligne du parti Baas), soit islamiques (avec tout l'éventail de leurs positions). Ce n'est pourtant que moyennant un appui sur cette « bourgeoisie » arabe relativement modernisée que les échanges euro-arabes deviendront fructueux.

LA RÉPROBATION D'ISRAËL

Troisième problème transatlantique : le conflit israélo-palestinien. Comme les Israéliens, les Américains sont sincèrement étonnés de la vigueur de l'engagement « pro-palestinien » des Européens. Même si l'Europe est impuissante militai-

rement, ils constatent tout de même qu'elle est un des principaux bailleurs de fonds de l'Autorité palestinienne et un des soutiens principaux à une résolution du conflit dans le cadre du droit international. Ils ne comprennent pas ce qui s'y joue en termes politiques et moraux, et soupçonnent donc l'existence de motifs inavoués.

L'accusation fuse : les Européens appliquent un « double standard » dès qu'Israël est en question. Voyez-les donc courir les faveurs de Téhéran, courtiser le raïs égyptien, observer un silence complice sur les horreurs syriennes. Mais qu'une « bavure policière » se produise en Israël, pays démocratique en lutte pour sa survie, et c'est l'indignation généreuse, ce sont les cris de rage, la pétition massive devant la Commission des droits de l'homme et l'appel indigné au Tribunal international, pour crime de guerre, crime contre l'humanité et crime génocidaire, tout à la fois si possible. De cette attitude européenne, deux explications *officielles* circulent dans leurs camps. Première idée : les Européens sont victimes d'un « retour du refoulé » antisémite. Plus de cinquante ans après la Shoah, la censure s'affaiblirait et les monstres resurgiraient dans une Europe dont une partie n'hésite plus à voter à l'extrême droite. Deuxième idée, les Européens sont « pro-arabes » en raison de la présence sur leur sol de populations immigrées d'origine maghrébine ou moyen-orientale. Le souci de ne pas déplaire à une partie désormais significative de l'électorat suffirait à expliquer la préférence palestinienne.

Le constat du « double standard » est malheureusement fondé. Il est incontestable que la souffrance des

Palestiniens émeut plus les Européens que celle des Kurdes, des Tchétchènes ou des Algériens en proie à la guerre civile, pour ne point parler d'autres régions du globe. Dans l'absolu, rien ne justifie cette distinction. Cependant, subjectivement pourtant, l'Europe ne peut pas vivre ces situations comme équivalentes. Je pense que la raison ne doit pas en être cherchée dans d'inavouables motifs racistes ou des intérêts de bas étage, même si dans la politique concrète, ceux-ci ne sont jamais totalement absents. Ce serait oublier qu'Israël a un statut moral tout à fait spécial dans la conscience européenne. La différence de perception entre Européens et Américains résulte, elle aussi, de l'après-guerre du Vieux Continent. En réalité, l'Europe ne s'émeut du destin de la Palestine que parce que s'y joue le destin d'Israël; et ne se préoccupe du destin d'Israël que parce que s'y joue un morceau du destin moral de l'Europe.

LES DEUX INTERPRÉTATIONS DU GÉNOCIDE DES JUIFS D'EUROPE

Du génocide des Juifs européens au cours de la Seconde Guerre mondiale, deux interprétations sont possibles, qui, on le verra, entrent en résonance chacune fortement avec les deux options, l'une kantienne et l'autre hobbesienne, qui caractérisent aujourd'hui les comportements respectifs de l'Europe et de l'Amérique.

La première version du génocide a la préférence des Européens. Elle est humaniste et universaliste. Elle appelle le droit plutôt que la violence,

la reconnaissance plutôt que la souveraineté. Pour elle, le génocide fut la preuve et l'effet d'un déficit d'universalité de la conscience démocratique d'avant-guerre. Les groupes minoritaires en Europe, et en particulier le peuple juif, furent victimes des délires nationalistes, ethniques et racistes des démocraties européennes. Si la tragédie juive doit nous enseigner quelque chose, c'est bien la nécessité d'une définition postnationale de la citoyenneté. En outre, elle démontre, sous une forme expérimentale pure et atroce, la conséquence du militarisme quand il est mis au service du nationalisme. Dès lors, il convient de se débarrasser du nationalisme *et* du militarisme, de mener une politique des droits de l'homme postnationale et de respecter, par-dessus tout, les principes juridiques transcendants du droit international. Dans ce cadre, l'armée doit progressivement se transformer soit en police contrôlée par le droit, soit en une sorte de protection civile vouée aux tâches humanitaires. Le refus du racisme et de l'antisémitisme est devenu une composante essentielle de l'idée même de démocratie sur le Vieux Continent.

Mais une deuxième interprétation du génocide est possible, qui a toujours eu la préférence de la droite israélienne. Elle part du même constat que la première, mais en tire la conséquence exactement inverse. L'expérience du génocide témoigne pour elle de l'impuissance des idéaux humanistes face au mal radical, et même de leur mensonge et de leur perversion quand ils contribuent à désarmer les victimes. Pourquoi le génocide juif? Justement parce que le peuple juif n'avait, dans l'Europe d'avant-guerre, d'exis-

tence que « morale », sans armes et sans gouvernement, sans territoire et sans nation, quand ses implacables ennemis accumulaient, eux, milices, pouvoirs forts, territoires et identité nationale. Dans ce monde de loups, condition indépassable de son existence, le peuple juif ne peut accéder à une sécurité relative que par l'autodéfense et la construction d'une nation spécifiquement juive. L'éradication de l'antisémitisme est certes une chose souhaitable, mais qu'on ne peut jamais tenir pour acquise. Quand les Juifs *croient* que l'antisémitisme est vaincu, ils désarment et s'offrent en holocauste à la première émeute raciste venue. C'est dans le cadre de cette certitude-là qu'il faut comprendre aujourd'hui les slogans que répètent, comme des machines obsessionnelles, les porte-paroles du gouvernement Sharon : « Israël a le droit de se défendre. » Le soupçon sur les droits de l'homme est tel qu'il justifie le refus de tout principe transcendant la souveraineté nationale.

LA DÉCEPTION EUROPÉENNE

L'Europe attendait d'Israël, pays d'Européens né de la tragédie européenne, la confirmation de sa propre version de cette histoire et de la conclusion morale et politique qu'elle en a tirée. C'est bien pourquoi elle a accueilli Oslo comme un soulagement et persiste, encore et toujours, au beau milieu d'un désastre total, à proposer des accords de coopération, des négociations et un cadre juridique international. Il est certain que cette lecture rencontre encore des partisans dans une société aussi divisée que celle d'Israël. Mais il est non moins cer-

tain que l'expérience israélienne de l'après-guerre a été beaucoup plus proche de l'expérience américaine que de l'expérience européenne, en partie de sa propre volonté, en partie de celle des nations arabes. Jamais, Israël n'a pu se prévaloir d'une protection externe qui lui permette de développer une société civile démilitarisée. Jamais non plus, il n'a eu l'occasion de quitter le sentier de la guerre, sauf brièvement, entre 1994 et 2000, au moment des accords d'Oslo. Mais il était trop tard, et une société ne fait pas en cinq ans le chemin que l'Europe a accompli en cinquante années. Le temps a joué, pour ainsi dire, en faveur de l'interprétation de droite du génocide.

Ce que l'Europe ne peut supporter en Israël aujourd'hui, c'est donc son propre passé, si brulant, si révoltant. Comme dans une abjecte métaphore, tout se condense dans le miroir de son être passé que déploient les militaires israéliens le long des routes de Cisjordanie et de Gaza : le militarisme, le colonialisme, le nationalisme. L'Europe se frotte les yeux, incrédule, devant le cauchemar : le pays des Juifs est dirigé en 2002 par un gouvernement de droite tellement extrémiste que Jean-Marie Le Pen et Jörg Haider passent, à ses côtés, pour des hommes de centre-droite modérés. L'Europe peut « pardonner » à des pays ex-coloniaux devenus, depuis lors, des dictatures, de n'avoir point encore accédé au niveau démocratique qui est le sien. Elle est prête à leur accorder un crédit d'apprentissage et à endurer la patience de leur maturation. Mais d'Israël, patrie d'Européens née de l'horreur européenne, elle ne peut accepter la régression au stade prénatal du nationalisme colonial et militaire.

De là, son « double standard » et la violence de sa réprobation.

L'« OCCIDENT » N'EST PAS UN CONCEPT COHÉRENT

Aujourd'hui, pour répondre à la question de Fukuyama qui ouvrait cet article, il faut donc bien admettre que l'Occident n'est pas un concept cohérent. Ce n'est ni un pouvoir homogène qui partagerait une politique ni un concept normatif unique de démocratie à proposer au monde non occidental. Ceux qui se présentent comme l'avant-garde de la mondialisation sont, en réalité, de par leur position historique, en régression sur les valeurs de l'universalité. Le fossé se creuse dans le camp atlantique, pour ne pas parler du fossé qui désormais sépare l'Europe d'Israël. L'Europe est faible, mais elle est en avance sur l'élaboration démocratique. En revanche, les États-Unis, qui se recroquevillent sur une vieille conception de l'ordre des nations, jouissent, de ce fait, pleinement de leur liberté de superpuissance. Ils sont en mesure d'intervenir efficacement dans le réel et jouent le rôle décisif sur la scène de la grande histoire.

L'avenir sombre qui est devant nous décidera du destin de ces univers moraux et politiques. Schématiquement, deux grands scénarios peuvent abstraitement être esquissés. Le premier serait l'effacement — dramatique — de l'option européenne. Il n'est en effet pas exclu que l'influence des États-Unis et la violence de la réaction arabe et musulmane parviennent à briser la conscience européenne au point que, dans quelques années, la division de l'Occident ici présentée ne soit plus qu'un souvenir. Des

guerres avec le monde arabe se succéderont, supposant une forte implication de l'Europe au côté des États-Unis, dans un climat de grande insécurité. Une bonne partie du Moyen-Orient se retrouvera sous la coupe, militaire, politique, financière occidentale. Le second scénario serait celui du rééquilibrage. On peut espérer que les États-Unis changent de direction politique dans un temps plus ou moins rapproché. Après tout, Bill Clinton menait une politique différente de celle de George Bush, et il n'y a pas de raison que la droite américaine la plus extrême reste durablement au pouvoir. Peut-être les pays arabes modérés vont-ils réussir à imposer une certaine détente au Moyen-Orient (cela ne pourra se réaliser qu'à la condition que s'interrompe le soutien américain à l'extrême droite israélienne). Dans ce cas, on pourrait peut-être en revenir au schéma relativement harmonieux de la guerre froide: les Américains conserveraient la puissance militaire, mais la cantonneraient dans un rôle surtout dissuasif; ils laisseraient ainsi une place à l'autre politique, celle des échanges et de la coopération pacifique, où les Européens et les Arabes modérés auraient leur place.

Aujourd'hui, la situation internationale est à ce point incertaine qu'il serait bien présomptueux de faire la moindre prédiction sur les chances respectives de chacun de ces deux scénarios. Tout ce qu'on peut dire, c'est que l'action européenne doit évidemment chercher à minimiser les chances du premier scénario et favoriser, autant que possible, le second. Une chose reste sûre: parce qu'il s'axe sur des questions fondamentales de démocratie, le clivage qui s'esquisse entre Europe et États-

Unis mérite aujourd'hui non d'être surmonté, mais d'être approfondi car il est essentiel, à ce stade, de maintenir vivante la conscience d'une alternative à une politique américaine dont personne ne peut raisonnablement approuver la direction générale. Il se peut que

l'Amérique ait désormais la maîtrise du réel. Mais alors, c'est à l'Europe d'assurer la garde des possibles, dans la conscience que la maîtrise du réel n'est jamais que partielle et que le possible d'aujourd'hui, lui, sera (peut-être) le réel de demain.

Jean De Munck